



Souveraineté  
La Solution inc.  
C.P. 313  
Cowansville (Québec)  
J2K 3S7  
Tél.: (450) 293-3562

Cowansville, le 14 novembre 2001,

Monsieur Jacques Parizeau,

L'exécutif de Souveraineté La Solution inc. et tous ses membres et sympathisants vous incitent à prendre le poste de président du future pays du Québec.

Vous écrivez dans votre livre, que vous étiez lié pour faire un référendum par un conseil national; ce n'est pas le cas maintenant. Avant de partir pour de bon, faites une bonne action et délivrez le peuple Québécois en devenant président du futur pays du Québec. N'oubliez-pas que le peuple du Québec a confiance en vous, et vous demande d'exiger que Bernard Landry, premier ministre du Québec, fasse un vote sur la Souveraineté du Québec dans l'Assemblée Nationale.

Après tout, l'Organisation des Nations-Unies vous en donne le droit, soit à 50% plus 1 vote, et ne dit pas comment. Sans compter que la Hongrie a voté, dans son Assemblée Nationale, son indépendance politique et économique de l'URSS et que les États-Unis d'Amérique l'ont reconnue.

La situation économique est favorable pour nous libérer de cette emprise de l'envahisseur, celui-ci a assez, fait payer, humilié, écrasé, dépouillé, et privé du savoir notre peuple. En plus, il s'est doté de lois sous forme de juridiction pour mieux nous exploiter et nous contrôler, et même nous enlever le droit le plus fondamental: le droit d'exister et de s'épanouir en toute liberté.

Rappelez-vous du coût du grand rassemblement de 1995 tenu à Montréal, dont le but était d'influencer le résultat de ce vote historique sur la libération de notre envahisseur. Des plaintes ont été acheminées au Directeur des Élections (DGE), puisque le référendum était sous sa juridiction. Le Fédéral s'est constitué une caisse Pro Canada, pour recueillir tous les dons des compagnies dans le but de les utiliser dans la campagne contre le OUI. Ces dons n'ont pas été comptabilisés dans les livres du NON. Le Fédéral fut pointé du doigt pour sa tricherie et sa moquerie des procédures référendaires mises en place par le peuple québécois. Le Fédéral a rétorqué que malgré le mécontentement du DGE et du peuple du Québec, le représentant du Fédéral a le droit de prendre tous les moyens qu'il a en son pouvoir pour préserver sa confédération.

Le bill C20 que ce même fédéral a adopté, c'est de la foutaise et de l'argent gaspillé. Le peuple du Québec en a assez d'être la vache à lait du conquérant et de ses rejetons.

Les Québécois et Québécoises ont vu leur territoire se faire séparer en deux pour loger les loyalistes en 1791, sortir du marasme financier le Haut Canada (1841), la Colombie Britannique (1871), l'Alberta (1902), les Prairies avec la subvention au transport, le don de la moitié du

Labrador à Terre-Neuve dans les années 1920, les Maritimes (aide continue), l'Île du Prince Édouard avec le pont de la confédération (2000), les frais de la balance fiscale entre les pays et les membres de cette confédération.

Plus ça change dans la confédération, plus c'est pareil. Comme dit l'adage: le passé est garant de l'avenir. Le statu quo dans un futur très rapproché.

Un tunnel entre le Labrador et Terre-Neuve, une route pour faciliter l'accès à un marché de 7 millions d'habitants, ceci pour les mettre sur un pied d'égalité avec l'Île du Prince Édouard avec son pont qui lui donne accès à ce même marché. Le peuple du Québec est ce marché, mais dans la fédération actuelle, nos gens sont inférieurs et sont sous le contrôle fédéral. Il n'y a pas de balance commerciale entre les provinces.

Assez c'est assez, nous avons fait les frais de cet envahisseur. Nous ne voulons plus faire les frais d'aucune personne hors du Québec. Nous voulons notre pays le Québec. Nous voulons que les Nations-Unies qui représentent plus de 3 milliard de personnes et 188 pays en compte un de plus: Le Québec et son peuple.

Il faut que vous soyez Président du futur pays du Québec et qu'un vote à l'Assemblée Nationale sur la souveraineté du Québec et de son peuple, soit tenu avant 2002 ou 1 an avant l'élection générale.

Vous connaissez l'avenir du peuple Québécois dans le statu quo.

Une réponse S.V.P. au peuple du Québec, le plus rapidement possible par la voie des médias.

Merci.

Souverainement vôtre,

André Desnoyers, président de Souveraineté La Solutions inc.

P.S.: Des copies des lettres no. 10 et 11, ci-incluses, ont aussi été distribuées dans divers villes du comté de Brome-Missisquoi ainsi que dans les comtés d'Iberville et de Shefford.